De facto migrations

Les migrations dans l'œil des médias : infox, influence et opinion

30

Dirigé par Barbara Joannon,
Audrey Lenoël,
Hélène Thiollet
& Perin Emel Yavuz

Avec
Jérôme Valette
& Sarah Schneider-Strawczynski
Emeric Henry
Marie Verdier
Katharina Tittel
Samuel Gratacap

Janvier 2022

De facto migrations

Les migrations dans l'œil des médias : infox, influence et opinion

30

Dirigé par Barbara Joannon,
Audrey Lenoël, Hélène Thiollet
& Perin Emel Yavuz

Avec
Jérôme Valette
& Sarah Schneider-Strawczynski
Emeric Henry
Marie Verdier
Katharina Tittel
Perin Emel Yavuz
Marie Moncada

Janvier 2022

GÉNÉRIQUE

L'Institut Convergences Migrations publie la revue *De facto* pour offrir nouveaux points de vues sur les migrations grâce à des articles signés par des spécialistes ainsi qu'une interview en vidéo.

Créée en novembre 2018 dans le cadre de la mission "Insertion dans le débat public" de l'Institut, la revue *De facto* explore chaque mois, pour le grand public, un thème particulier sur les questions de migration.

Écrits dans un style adapté aux formats et au lectorat d'un média généraliste, les articles, illustrations, graphiques et vidéos peuvent être republiés ou rediffusés librement sous la Licence Creative Commons Attribution-No derivative 4.0 International (CC BY-ND 4.0).

Directeur de publication
François Héran

Comité éditorial
Solène Brun
Annabel Desgrées du Loû
Antonin Durand
Audrey Lenoël
Stéphanie Millan
Betty Roulland
Éleline Zougbédé

Comité de la rubrique *En images*
Elsa Gomis
Francesco Zucconi
Perin Emel Yavuz

Coordinatrice éditoriale
Perin Emel Yavuz

Conception graphique, communication
Perin Emel Yavuz

Assistante
Laura Pioch

Institut des Migrations
Campus Condorcet, Hôtel à projets
8, cours des Humanités
93322 Aubervilliers Cedex
France
http://icmigrations.fr/defacto/
Twitter : @DefactoMig
Contact : defacto@icmigrations.fr
ISSN2534-532X

SOMMAIRE

	Introduction	7
	Sur le terrain	
Jérôme Valette et Sarah Schneider-Strawczynski	L'impact des médias sur les attitudes envers l'immigration	10
Emeric Henry	Que peut le *fact-checking* sur les questions de migrations ?	18
	Paroles d'acteur	
Marie Verdier	Sur les migrations, on n'avance ni politiquement ni médiatiquement	22
	En chiffres	
Katharina Tittel	Articles sur l'immigration diffusés sur Facebook : mentionner la nationalité influe sur le nombre de réactions	30
	En images	
Perin Emel Yavuz	Libye : quand des hommes en asservissent d'autres. Aux confins des zones grises avec le photographe Samuel Gratacap	36
	Focus	
Marie Moncada	Comprendre nos politiques migratoires grâce aux récits médiatiques : le projet BRIDGES	42

INTRODUCTION

D'après un récent sondage[1], l'immigration n'est une préoccupation que pour 29 % des Français et Françaises, loin derrière le pouvoir d'achat (51 %), le système de santé (32 %) et l'environnement (30 %). Pourtant, l'immigration est le deuxième sujet porté par les candidats et candidates à la présidentielle 2022, après l'épidémie de Covid-19, et il fait l'objet de nombreuses *fake news*, ou infox en français. Ce terme, retenu par l'Académie Française en octobre 2018, désigne une information mensongère ou délibérément biaisée pour induire en erreur et être diffusée auprès d'un large public. À cet égard, le rôle des médias, notamment dans le cadre du direct, et des réseaux sociaux est fondamental. Ils contribuent à influencer l'opinion publique, c'est-à-dire l'état d'esprit majoritaire de la population, et, indirectement, le vote des citoyens et citoyennes. La qualité du traitement médiatique d'unsujet sociétal aussi central que la migration est un enjeu essentiel pour la démocratie : sans débat public informé, reposant sur des faits établis et des informations fiables, point de propositions politiques réalistes et pertinentes, point non plus de confiance et de choix informés de la part des citoyens et citoyennes.

Le décalage entre les préoccupations réelles de la population et la couverture des questions migratoires dans l'espace médiatique est au cœur de ce numéro de *De facto*. Les économistes Jérôme Valette et Sarah Schneider-Strawczynski montrent ainsi l'impact du temps d'antenne et du traitement journalistique consacré

à l'immigration à la télévision sur les attitudes des citoyens et citoyennes françaises. Du côté des réseaux sociaux, Katharina Tittel, sociologue, observe que la mention de la nationalité dans les articles de presse sur l'immigration suscite plus de réactions des utilisateurs de Facebook. La politiste Marie Moncada présente le projet BRIDGES qui explore le rôle des acteurs politiques et médiatiques comme des producteurs de récits migratoires. Emeric Henry, économiste, explique quels sont les effets et limites du *fact checking* et son rôle en période électorale. À partir du photographe Samuel Gratacap sur les migrants en Libye, Perin Emel Yavuz retrace les questionnements éthiques et la temporalité du documentaire, loin du coup médiatique. Enfin, la journaliste Marie Verdier nous interpelle sur le contexte actuel de régression généralisée sur les questions migratoires.

Barbara Joannon, Audrey Lenoël, Hélène Thiollet et Perin Emel Yavuz,
coordinatrices scientifiques

[1] Sondage France Inter et Ipsos Sopra-Steria du 23 janvier 2022. Lire l'analyse sur le site de France Inter : https://www.franceinter.fr/politique/presidentielle-la-crise-sociale-et-le-pouvoir-d-achat-au-coeur-des-preoccupations-selon-notre-sondage

SUR LE TERRAIN

L'IMPACT DES MÉDIAS SUR LES ATTITUDES ENVERS L'IMMIGRATION

L'IMMIGRATION S'IMPOSE AUJOURD'HUI COMME UN DES THÈMES MAJEURS DE LA CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE À VENIR ET LA PLACE QUI LUI EST ACCORDÉE DANS LES MÉDIAS SEMBLE N'AVOIR JAMAIS ÉTÉ AUSSI IMPORTANTE. QUELS EFFETS PEUT-ON ALORS ATTENDRE DE CETTE AUGMENTATION DE LA VISIBILITÉ MÉDIATIQUE DU THÈME DE L'IMMIGRATION ?

JÉRÔME VALETTE ET SARAH SCHNEIDER-STRAWCZYNSKI, ÉCONOMISTES

Jérôme Valette et Sarah Schneider-Strawczynski, « L'impact des médias sur les attitudes envers l'immigration », in : Barbara Joannon, Audrey Lenoël, Hélène Thiollet & Perin Emel Yavuz (dir.), Dossier « Les migrations dans l'œil des médias : infox, influence et opinion », *De facto* [En ligne], 30 | Janvier 2022, mis en ligne le 31 janvier 2022.
URL : https://www.icmigrations.cnrs.fr/2022/01/07/defacto-030–01/



La tranche de 18h-21h30 à la télévision. Montage IC Migrations

La campagne présidentielle désormais lancée, les téléspectateurs Français assistent à une multiplication des interviews et débats télévisés entre candidats, déclarés ou non. Dès lors, une thématique particulière semble s'imposer et occuper la majeure partie du temps d'audience : l'immigration. Le 14 novembre dernier, Éric Ciotti, candidat au congrès Les Républicains pour la présidence de la république, justifiait cet état de fait en affirmant que l'immigration était la première préoccupation des Français. Or, quelques jours plus tôt, un sondage ELABE pour BFMTV révélait que l'immigration n'arrivait qu'en troisième position des thèmes les plus importants de l'élection présidentielle de 2022, loin derrière le pouvoir d'achat (47 %) ou encore la sécurité (30 %) ; n'étant considéré que par 27 % des répondants comme un thème important et par seulement 11% comme un enjeu majeur.[1]

Dès lors, si l'immigration n'est pas la préoccupation majeure des Français, et dans un contexte où les flux entrants de migrants et le solde migratoire, constant depuis plus d'une décennie, semblent maîtrisés[2], comment expliquer que l'espace médiatique réservé

[1] Une autre étude par OpinionWay et publiée le 1er octobre donnait une tendance similaire où l'immigration était une préoccupation pour 40% des Français à égalité avec d'autres thèmes comme le pouvoir d'achat, la sécurité ou encore la protection sociale.

[2] Edo Anthony (2016), *L'Économie mondiale 2017, Migrations et mouvements de réfugiés : état des lieux et conséquences économiques*, Éditions La Découverte, coll. Repères, Paris.

[3] Voir la description de notre méthode à la fin de l'article.

à ce thème soit aujourd'hui aussi important ? Pourquoi certains candidats tentent-ils d'imposer ce thème et quel impact doit-on attendre de l'augmentation de la visibilité de l'immigration dans les médias à l'approche de l'élection présidentielle ? Pour répondre à cette question, cet article étudie l'impact du temps d'antenne et du traitement journalistique consacré à l'immigration à la télévision française sur les attitudes des citoyens.

De l'importance relative de la couverture médiatique de l'immigration

Les résultats de notre étude empirique[3] mettent en évidence plusieurs effets indépendants. Premièrement, une visibilité accrue de l'immigration dans les médias entraîne une polarisation des attitudes envers l'immigration. En effet, un temps d'antenne plus important consacré à l'immigration dans les chaînes françaises exacerbe l'opinion publique envers cette dernière et attire les téléspectateurs vers des attitudes extrêmes. Ainsi, les individus modérément favorables à l'immigration deviennent très favorables à celle-ci tandis que les individus peu favorables à l'immigration deviennent fortement opposés à cette dernière. L'effet est non seulement significatif statistiquement mais aussi important par sa taille. Ainsi, une augmentation de 1 point de pourcentage de la part de sujets consacrés à l'immigration, sur une chaîne et pour un mois donné, est associée, pour un individu initialement peu préoccupé par l'immigration, à une probabilité individuelle plus importante de 2 points de pourcentage de reporter des opinions extrêmes envers l'immigration.

Ces résultats ne se cantonnent pas aux opinions envers l'immigration mais s'étendent aussi aux choix de votes. Nos résultats montrent qu'une augmentation de la prévalence de l'immigration dans les émissions télévisées tire une partie des électeurs du centre et de la droite vers l'extrême-droite tandis que les électeurs du centre-gauche augmentent leur probabilité de voter pour la gauche traditionnelle et les partis écologistes. L'augmentation du temps d'antenne consacré à l'immigration fait donc en partie le jeu de l'extrême-droite et confirme l'intérêt stratégique de certains candidats d'imposer le sujet migratoire au cœur de la campagne actuelle. À cadrage médiatique égal, parler d'immigration compte et redistribue les cartes du jeu politique en polarisant les électeurs.

De l'importance du traitement journalistique de l'immigration

Nos résultats montrent néanmoins que tous les sujets rattachés à l'immigration ne se valent pas. À l'aide de méthodes de traitement automatique du langage naturel[4], nous parvenons à isoler les sujets plus spécifiques rattachés à l'immigration dans les médias Français sur notre période d'analyse. Les données révèlent, entre autres, que des chaînes comme TF1 par exemple, regardées par des individus plutôt défavorables à l'immigration, associent dans 20 % des cas l'immigration à son coût ou encore dans 12 % des cas au terrorisme. En revanche, des chaînes regardées par des individus relativement plus favorables à l'immigration, comme Arte, ne consacrent respectivement que 9 et 5 % à ces sujets et préfèrent s'intéresser au conflit Syrien ou à la crise en Méditerranée sur la période analysée. L'effet de polarisation des attitudes abordé précédemment est notamment tiré par des sujets précis tel que le coût de l'immigration ou l'accueil et l'intégration des immigrés en France.

> **« À CADRAGE MÉDIATIQUE ÉGAL, PARLER D'IMMIGRATION COMPTE ET REDISTRIBUE LES CARTES DU JEU POLITIQUE EN POLARISANT LES ÉLECTEURS. »**
>
> Jérôme Valette et Sarah Schneider-Strawczynski, économistes

En revanche, les informations ayant trait à l'immigration dans d'autres pays d'accueil, comme en Allemagne ou aux États-Unis, augmentent l'empathie de l'ensemble des téléspectateurs et tirent les individus vers des attitudes plus favorables envers l'immigration. Il apparaît alors que des téléspectateurs puissent « devenir » pro-immigration en fonction du cadrage médiatique, mais que la question des coûts potentiels associés à une immigration sur le territoire national soit une source majeure de division.

Enfin, le cadrage journalistique de l'immigration dans les médias, et en particulier le ton adopté, apparaît également comme crucial. Là encore une analyse textuelle approfondie dite « de sentiment » montre que les différentes chaînes, entre elles, mais également dans le temps, adoptent un discours plus ou moins positif ou négatif pour traiter de l'immigration. Nos résultats révèlent que si l'adoption d'un discours positif, à temps d'antenne égal, influence peu les attitudes,

[4] Le traitement automatique du langage naturel (TALN) est un champ de recherche qui combine linguistique, informatique et intelligence artificielle, et qui vise à modéliser et reproduire la capacité humaine à produire et à comprendre des énoncés linguistiques dans des buts de communication Écouter par exemple cette émission de *La méthode scientifique* sur France culture.

l'utilisation d'une rhétorique négative joue de manière substantielle sur les attitudes envers l'immigration et tire l'ensemble de la population vers des positions anti-immigration. Si parler d'immigration compte, la manière d'en parler a donc également son importance.

Reprendre la main sur l'agenda politico-médiatique

Notre étude empirique souligne donc la nécessité pour les médias de reprendre la main sur l'agenda politico-médiatique, notamment en vue des échéances électorales à venir, afin d'éviter toute manipulation de ce dernier. Nos résultats montrent en effet que le temps consacré à l'immigration, les thèmes abordés en rapport avec ce sujet, et le ton employé pour ce dernier, ont un impact sur les opinions initiales des électeurs. Il apparaît alors primordial pour les médias de veiller à un rééquilibrage des sujets traités par les programmes d'information, et de l'importance relative qui leur est accordée, au plus proche des aspirations réelles des citoyens. Enfin, l'importance de l'influence du cadrage médiatique amène à repenser une nouvelle fois le rôle des journalistes et à reconsidérer l'importance de la neutralité dans le traitement médiatique d'un sujet aussi sensible que l'immigration.

« [...] L'UTILISATION D'UNE RHÉTORIQUE NÉGATIVE JOUE DE MANIÈRE SUBSTANTIELLE SUR LES ATTITUDES ENVERS L'IMMIGRATION ET TIRE L'ENSEMBLE DE LA POPULATION VERS DES POSITIONS ANTI-IMMIGRATION. SI PARLER D'IMMIGRATION COMPTE, LA MANIÈRE D'EN PARLER A DONC ÉGALEMENT SON IMPORTANCE. »

Jérôme Valette et Sarah Schneider-Strawczynski, économistes

La méthode : une étude empirique sur la relation entre attitudes et couverture médiatique de l'immigration

Nous avons mis en relation deux sources de données issues de l'Institut National Audiovisuel (INA) et de l'Étude Longitudinale par Internet pour les Sciences Sociales (ELIPSS)[5].

D'une part, les données de l'INA nous permettent de mesurer très précisément, au niveau mensuel, la place accordée à l'immigration dans les principales émissions politiques françaises sur les plus grandes chaînes comme TF1, France 2, France 3, Arte, M6, BFM TV et CNEWS. Pour cela nous identifions la présence ou non de mots clés liés à l'immigration dans le descriptif mis à disposition par l'INA de chaque sujet abordé entre 18h30 et 21h30 dans les principaux journaux et émissions télévisées. Nous pouvons ainsi comprendre quelle part occupe l'immigration dans le paysage médiatique Français, et comment ce thème varie substantiellement, à la fois dans le temps, mais aussi par chaîne.

Les données révèlent qu'environ 3% du total des sujets diffusés dans les principaux journaux télévisés Français entre 2013 et 2017 furent consacrés à l'immigration avec un pic de 6% en 2015, en plein cœur de la crise des réfugiés, atteignant jusqu'à 37% des sujets abordés pour Arte en Septembre de la même année.

D'autre part, les enquêtes ELIPSS nous permettent de mesurer sur 12 vagues d'enquêtes entre 2013 et 2017 l'opinion d'un même individu envers l'immigration. Ainsi, nous pouvons constater que si 40 % des citoyens reportent des attitudes extrêmes envers l'immigration (20 % très favorables et 18 % très inquiets), une majorité d'entre eux (62 %) restent modérés et peu inquiets vis-à-vis de l'immigration. L'originalité des enquêtes ELIPSS réside dans les questions additionnelles posées aux répondants et notamment à propos de leur consommation médiatique. Ainsi, nous pouvons savoir pour chaque individu si ce dernier utilise ou non la télévision comme source d'information politique et, si oui, quelle chaîne il privilégie.

[5] Créé en 2012, ELIPSS est un dispositif d'enquête par internet reposant sur un échantillon de plus de 2 200 personnes qui répondent chaque mois à des questionnaires conçus par des équipes de recherche en sciences humaines et sociales.

Cette dernière information est cruciale pour notre étude car elle nous permet de lier un individu aux programmes politiques auxquels ce dernier a été exposé. Ainsi nous pouvons vérifier si les attitudes des Français envers l'immigration dépendent i) de la place accordée à l'immigration dans le temps global d'antenne et ii) de la façon dont les médias abordent l'immigration, à la fois en termes de thématiques mais aussi de traitement journalistique en adoptant un ton plus ou moins négatif.

D'autres études en sciences sociales ont pu par le passé s'intéresser à l'impact des médias sur les opinions politiques. L'originalité de notre étude vient de l'utilisation de l'information sur la chaîne regardée afin de résoudre un problème d'auto-sélection. En effet, étant donné que les individus peuvent choisir de regarder des programmes qui les confortent dans leurs opinions et que les chaînes de télévision peuvent adapter leur contenu aux préférences de leur audimat, comparer les attitudes de deux individus regardant deux chaînes différentes n'aurait que peu de sens. Ici, la richesse de nos données nous permet d'exploiter les variations du traitement médiatique du sujet de l'immigration dans le temps, et ce, pour un individu unique qui regarderait toujours la même chaîne d'information.

Ainsi, cette stratégie nous permet d'éliminer tout problème de sélection des individus entre chaînes et de nous concentrer sur l'effet médiatique du traitement de l'immigration sur l'évolution des attitudes d'un même individu. Notre analyse en panel et les nombreux tests de robustesse qui y sont associés nous permettent également de contrôler tout événement majeur qui aurait pu influencer les attitudes des téléspectateurs autrement que par l'effet médiatique que nous identifions. De plus, la période 2013–2017 sur laquelle nous travaillons nous permet d'exploiter une variabilité importante du traitement médiatique de l'immigration entre chaînes et dans le temps en utilisant la crise des réfugiés de 2015 comme une expérience quasi-naturelle ayant entraîné une visibilité accrue de la problématique migratoire.

[6] Ninacs, W. A., 2003. « *Empowerment* : cadre conceptuel et outil d'évaluation de l'intervention sociale et communautaire », Québec (Canada), La Clé. URL : http://envision.ca/pdf/w2w/Papers/NinacsPaper.pdf.

Les auteures

Jérôme Valette est maître de conférence à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, et rattaché au CES (Centre d'Économie de la Sorbonne – UMR 8174). Il est fellow de l'Institut Convergences Migrations.

Sarah Schneider-Strawczynski est docteure en économiede l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et rattachée à la Paris School of Economics. Elle est fellow de l'Institut Convergences Migrations.

Pour aller plus loin

Schneider-Strawczynski, S. & Valette, J. (2021). « Media Coverage of Immigration and the Polarization of Attitudes », PSE Working Paper, n° 202146. URL : https://hal-ens.archives-ouvertes.fr/PJSE.WP/halshs-03322229v1

QUE PEUT LE FACT-CHECKING SUR LES QUESTIONS DE MIGRATIONS ?

QUELLE EST L'EFFICACITÉ DU *FACT-CHECKING* (VÉRIFICATION DES FAITS) POUR CONTRECARRER LES DÉCLARATIONS TROMPEUSES DES POLITICIENS ?

PENDANT LA CAMPAGNE ÉLECTORALE DE 2017, UNE ÉQUIPE DE CHERCHEURS A MENÉ UNE EXPÉRIENCE EN LIGNE AUPRÈS DE 2 480 ÉLECTEURS À QUI ILS ONT SOUMIS DES FAITS ALTERNATIFS DE LA CANDIDATE D'EXTRÊME-DROITE, MARINE LE PEN, ET/OU À DES FAITS CORRESPONDANTS SUR LA CRISE DES RÉFUGIÉS EUROPÉENS PROVENANT DE SOURCES OFFICIELLES. RETOUR SUR CETTE EXPERIENCE QUI MET EN LUMIÈRE LE RÔLE DU *FACT-CHECKING* EN MATIÈRE DE MIGRATIONS.

ENTRETIEN AVEC EMERIC HENRY, ÉCONOMISTE

Emeric Henry, « Que peut le fact-checking sur les questions de migrations ? », in : Barbara Joannon, Audrey Lenoël, Hélène Thiollet & Perin Emel Yavuz (dir.), Dossier « Les migrations dans l'œil des médias : infox, influence et opinion », *De facto* [En ligne], 30 | Janvier 2022, mis en ligne le janvier 2022. URL : https://www.icmigrations.cnrs.fr/2022/01/07/defacto-030–02/



REGARDER L'ENTRETIEN VIDÉO :

https://youtu.be/HD2dKfcgJZ4

Emeric Henry est professeur dans le département d'économie à Sciences Po, Paris.

Pour aller plus loin

Barrera O., Guriev S., Henry E. & Zhuravskaya E., 2020. « Facts, alternative facts, and fact checking in times of post-truth politics », *Journal of Public Economics*, vol. 182. DOI : 10.1016/j.jpubeco.2019.104123, URL : https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0047272719301859.

Tous les entretiens vidéos de *De facto* sont accessibles sur la chaîne Youtube de l'Institut Convergences Migrations : https://www.youtube.com/channel/UCZPV5GIVMTDE8Hb6-7702lg

PAROLES D'ACTEUR

SUR LES MIGRATIONS, ON N'AVANCE NI POLITIQUEMENT NI MÉDIATIQUEMENT

SUJET DE FOND ET D'ACTUALITÉ, LA MIGRATION EST UN THÈME MÉDIATIQUE RÉCURRENT À LA FOIS EN RAISON DE SITUATIONS MAL GÉRÉES PAR LES ÉTATS ET D'INSTRUMENTALISATIONS POLITIQUES QUI ALIMENTENT DE NOMBREUX FANTASMES. SON TRAITEMENT DEMANDE DE REDOUBLER D'EXIGENCE ET DE FORCE MAIS L'IMPACT EST FAIBLE.

MARIE VERDIER, JOURNALISTE
PROPOS RECUEILLIS PAR PERIN EMEL YAVUZ, HÉLÈNE THIOLLET ET BARBARA JOANNON

Marie Verdier, « Sur les migrations, on n'avance pas politiquement ni médiatiquement », in : Barbara Joannon, Audrey Lenoël, Hélène Thiollet & Perin Emel Yavuz (dir.), Dossier « Les migrations dans l'œil des médias : infox, influence et opinion », *De facto* [En ligne], 30 | Janvier 2022, mis en ligne le 31 janvier 2022. URL : https://www.icmigrations.cnrs.fr/2022/01/07/defacto-030–03/



Des réfugiés sur un bateau traversant la mer Méditerranée, au départ de la côte turque vers l'île grecque de Lesbos, le 29 janvier 2016. Crédit : Callmonikim. Source : Flickr

Le thème des migrations est très présent dans les colonnes de La Croix et sur le site internet. Il y a malheureusement matière à en parler presque tous les jours. S'il n'est jamais difficile d'y consacrer un article, l'on doit faire des arbitrages entre tous les sujets qui nous paraissent s'imposer au jour le jour, parfois sous l'influence du débat public ou des polémiques qui éclatent sur les réseaux sociaux. C'est tout un jeu d'équilibre : d'un côté se faire l'écho des questions qui font débat, les éclairer, les contextualiser ; de l'autre produire aussi sa propre information.

J'ai été amenée à m'intéresser à la question migratoire en raison de mon périmètre au sein du service monde de *La Croix* où je m'occupe des pays d'Afrique du Nord et des Balkans qui sont des pays de départ, d'arrivée et/ou de transit. Je traite cette question comme un sujet d'actualité et de fond à travers le reportage, l'enquête et le « papier d'actu ». Le reportage, c'est l'essence même du journalisme, à savoir aller sur le terrain et témoigner. Je suis ainsi allée régulièrement dans les îles grecques de Lesbos et de Samos situées à quelques jets de pierre des côtes turques, aux premières loges de l'arrivée de migrants depuis 2015, pour rendre compte de ce qu'il s'y passe.

Témoigner cela veut dire rencontrer des demandeurs d'asile pour qu'ils racontent leurs parcours de vie, les raisons qui les ont conduits à quitter ou fuir leur pays, les conditions souvent périlleuses, voire tragiques, de leur parcours migratoire et leurs conditions de vie dans les camps pendant la longue attente de l'instruction de leur demande d'asile. La palette des acteurs — ONG locales et étrangères, institutions internationales et européennes (HCR, OIM, EASO, etc.) et élus — sont autant d'interlocuteurs pour éclairer les différents aspects de la vie dans les camps et l'instruction des dossiers. Un reportage peut brosser un panorama général de ces problématiques ou être focalisé (« anglé » dit-on) sur un aspect particulier : l'accès à la santé ou à l'éducation dans les camps, les biens de première nécessité ou encore la perception des habitants des îles.

Pour sa part, l'enquête peut viser, par exemple, à comparer les pays européens sur la reconnaissance du statut de réfugié selon les nationalités, à essayer de documenter les allégations de refoulement, ou à s'interroger sur les éventuelles violations du droit de l'UE qu'il s'agisse du sauvetage en mer ou des accords contractés avec les pays tiers (accord UE-Turquie, soutien aux garde-côtes libyens).

Enfin, le « papier d'actu » est quant à lui dicté par une actualité, un naufrage en mer, une décision politique telle celle sur la restriction des octrois de visas aux citoyens de pays du Maghreb au motif que ces pays ne coopéreraient pas pour le retour de leurs ressortissants en situation irrégulière en France. Il s'agit en quelques heures de rapporter les faits, tenter de les expliquer, et les mettre en perspective. Cela peut faire aussi l'objet de débats, de confrontation des points de vue, ou d'interviews.

Au-delà des sources, la déraison

Le traitement d'un sujet est généralement alimenté par de multiples sources, l'objectif étant de vérifier nos informations. La recherche de statistiques produites est centrale pour appuyer un propos mais la transparence n'est pas toujours de mise. Il faut parfois être très insistant pour obtenir des données administratives. Par exemple, lorsque le gouvernement a annoncé fin septembre 2021 la diminution des autorisations de visas pour les pays du Maghreb qui refusent d'accueillir leurs ressortissants expulsés du territoire français, il a fallu insister auprès du Ministère de l'Intérieur pour obtenir des chiffres afin

de comprendre cette décision et en mesurer l'impact. Or ce dernier ne donne que ceux qu'il veut.

Dans l'échelle de temps de l'information, qui implique de réagir vite, on essaie de récolter le maximum d'éléments sur le moment. Mais un tel sujet mériterait d'être creusé : quels sont les chiffres des années précédentes ? Est-ce qu'il y a vraiment plus de rétentions ? Est-ce que ces pays ont décidé de jouer au bras de fer ? Est-ce qu'on met des choses sur le dos de la crise sanitaire… ? On devrait, dans la presse, faire plus de suivi sur ce genre de dossier. C'est ce qui permet de trouver des informations et de sortir du bruit ambiant.

Et puis on croise l'information en interrogeant plusieurs interlocuteurs, institutionnels, ONG… qui documentent des faits. Le recours à l'expertise des chercheurs est presque systématique. Cette expertise donne de la force et de la valeur aux propos tenus. Ce n'est pas moi, Marie Verdier, qui dit que le terme « crise migratoire » est abusif, qui dit qu'il y a violation du droit, etc., mais un.ou une scientifique qui donne les arguments pour étayer son propos. Cela est particulièrement nécessaire sur un sujet devenu aussi sensible politiquement et socialement.

« LES PROPOS DE CHERCHEURS, GLOBALEMENT TRÈS CONVERGENTS SUR L'ANALYSE DE LA SITUATION, ET LES ARTICLES DE PRESSE SONT COMME DES COUPS D'ÉPÉE DANS L'EAU, INOPÉRANTS POUR DÉPASSIONNER LE DÉBAT ET INFLUER SUR LES DÉCISIONS POLITIQUES. »

Marie Verdier, journaliste

La frustration vient du sentiment d'impuissance. Les propos de chercheurs, globalement très convergents sur l'analyse de la situation, et les articles de presse sont comme des coups d'épée dans l'eau, inopérants pour dépassionner le débat et influer sur les décisions politiques. Le débat public reste monopolisé par les mêmes antiennes maintes fois déconstruites. Si l'on prend la question des passeurs, combien de fois a-t-on pu écrire que le passeur est le fait de la fermeture des frontières ? Idem pour le développement des pays qu'il faudrait soutenir pour limiter les départs, alors qu'il a été démontré que le développement est un facteur qui favorise économiquement la migration. Ou encore le rôle prétendument attractif des

allocations familiales pour les candidats à la migration… quand bien même ils n'ont aucune idée des dispositifs de solidarité sociale dans notre pays… C'est inaudible. On voit bien que l'on n'avance pas politiquement ni médiatiquement. On peut même dire qu'avec l'obsession migratoire, et la très grande frilosité des responsables politiques qui s'abstiennent de tout propos courageux et optent pour la surenchère sécuritaire, l'on vit actuellement une période de régression.

Il m'est difficile de dire si les migrations sont plus que d'autres thèmes l'objet d'infox. Mais il est clair que le sujet est particulièrement propice aux propos tenus en toute déraison. Et il est clair aussi que les réseaux sociaux sont des boulevards et des amplificateurs pour les infox.

« C'EST UN ÉTERNEL RECOMMENCEMENT. ON A L'IMPRESSION MÊME QUE L'ON RECULE SUR CERTAINS SUJETS ET QU'IL FAUT EN PLUS REMONTER LA PENTE. »

Marie Verdier, journaliste

Un lectorat divisé mais globalement favorable à l'accueil

Notre lectorat est divers. Plutôt localisé en région, il n'est pas forcément confronté dans le quotidien aux problèmes migratoires, ce qui peut favoriser les fantasmes et les angoisses. Toutefois, la grande majorité de nos lecteurs sont sensibles au sujet, inquiets de la gestion sécuritaire et dénuée de toute humanité, en France et plus largement au sein de l'Union européenne. Ils sont aussi à l'écoute des propos du pape en faveur de l'hospitalité.

Une minorité du lectorat — que l'on peut peut-être estimer à 30% au vu des courriers que l'on reçoit — se déclare en faveur d'une restriction des flux migratoires, au motif que « la France ne peut pas accueillir toute la misère du monde », sans retenir la suite : « mais elle doit en prendre fidèlement sa part » (selon l'une des nombreuses versions des propos de Michel Rocard). Notre lectorat, comme l'opinion en général, n'est pas hermétique au discours ambiant et aux thèmes récurrents qui imprègnent les esprits (sur le grand remplacement, le flot intarissable des migrants, l'appel d'air que constituerait l'aide sociale…). Ces questions sont un éternel recommencement. On a l'impression même que, dans la perception de certains sujets, l'on recule et qu'il faut en plus remonter la pente.

Le service du courrier des lecteurs reçoit beaucoup de lettres positives pour demander des informations complémentaires, de quelle façon aider... mais aussi des lettres de désaccord sévère. Nous répondons à tous les courriers mais il est difficile de savoir si nos arguments aident à changer les positions car, malheureusement sur ces questions, on n'est pas dans le rationnel. Dire que le droit de la mer n'est pas respecté, que le droit européen n'est pas respecté, que toutes nos règles sont bafouées ne suscite pas une grande vague de mobilisation, au-delà des ONG dédiées et des initiatives individuelles.

Répéter, humaniser et illustrer pour toucher les esprits

Le journalisme, c'est informer mais c'est aussi faire œuvre de pédagogie. Alors, on continue : on répète les faits et les définitions. « Réfugié » et « demandeurs d'asile », ce sont des statuts particuliers. Même s'il n'est pas toujours facile de faire ce travail continuellement dans chaque article. J'essaie d'éviter le terme « migrant » qui est devenu péjoratif et anonymisant pour désigner une masse informe d'individus que l'on a le droit de maltraiter. Mais c'est un terme générique dont il est difficile de se passer. Ce qu'il se passe dans les mots et dans le réel ne sont pas sans lien ; le harcèlement quotidien des « migrants » à Calais par les forces de l'ordre est un exemple de cet effet du langage. Tout, y compris le pire, devient possible.

On cherche aussi d'autres angles d'approche pour interpeller les esprits. Humaniser, sortir du général pour aller vers des cas particuliers, est ainsi une façon très importante de parler du sujet. C'est typiquement un travail de journaliste : aller à la rencontre des personnes, raconter leur histoire, leur trajectoire, qui ils sont, pourquoi ils sont partis, où ils en sont, ce qu'ils ont traversé... Globalement, ce sont des histoires terribles auxquelles les lecteurs peuvent s'identifier et dont ils peuvent mesurer la dureté. Ce peut être aussi des récits d'intégration, des récits sur les façons dont les pays accueillent et prennent en charge les nouveaux arrivants. Pour le volet français, cela incombe aux journalistes du service France.

Mais ne soyons pas dupes : les enquêtes, les approches plus intellectuelles comme sur le respect du droit, ne sont pas inaccessibles à l'entendement. Tout le monde est capable de les comprendre avec de bons exemples de situation. Sur les sauvetages en mer qui suscitent beaucoup de débats et d'obstruction des États

et de l'Union européenne sur le terrain, tout le monde est en mesure de se représenter la situation : on est en mer, on croise un bateau en détresse, on a le devoir de le sauver. Au-delà du droit de la mer, c'est une question d'humanité.

L'autrice

Marie Verdier est journaliste et cheffe de rubrique au service monde du quotidien *La Croix* en charge des pays d'Afrique du Nord et des Balkans.

EN CHIFFRES

ARTICLES SUR L'IMMIGRATION DIFFUSÉS SUR FACEBOOK : MENTIONNER LA NATIONALITÉ INFLUE SUR LE NOMBRE DE RÉACTIONS

EN MATIÈRE D'OPINION SUR LES QUESTIONS DE MIGRATION, L'INTERACTION ENTRE LES MÉDIAS ET L'AUDIENCE EST UN ENJEU DIFFICILE À APPRÉHENDER. QUI INFLUENCE QUI ? UNE ANALYSE DES DONNÉES DE FACEBOOK EN ALLEMAGNE, EN FRANCE ET AU ROYAUME-UNI PERMET D'ÉTUDIER CE PHÉNOMÈNE À PARTIR DES RÉACTIONS DES UTILISATEURS À DES ARTICLES DE PRESSE SUR L'IMMIGRATION ET RÉVÈLE LE RÔLE DE LA MENTION DE LA NATIONALITÉ.

KATHARINA TITTEL, SOCIOLOGUE

Katharina Tittel, « Articles sur l'immigration diffusés sur Facebook : la mention de la nationalité influe sur le nombre de réactions », in : Barbara Joannon, Audrey Lenoël, Hélène Thiollet & Perin Emel Yavuz (dir.), Dossier « Les migrations dans l'œil des médias : infox, influence et opinion », *De facto* [En ligne], 30 | Janvier 2022, mis en ligne le 31 janvier 2022.
URL : https://www.icmigrations.cnrs.fr/2022/01/07/defacto-030-04/

Alors que le débat public sur l'immigration est très politisé dans de nombreux pays européens, on reproche souvent aux médias de l'orienter par le traitement qu'ils en font. Les travaux de recherche montrent que les personnes immigrées et étrangères tendent à être représentées comme « objet » plus que comme « sujet » des productions médiatiques, et que les discours médiatiques conduisent à visibiliser certaines migrations et à en invisibiliser d'autres (par exemple, les migrations féminines[1]).

Le rôle actif de l'audience des médias dans la promotion de certains récits sur l'immigration n'est cependant pas suffisamment discuté. On néglige ainsi les relations complexes et interdépendantes entre les acteurs politiques, les médias et le public dans un système médiatique hybride[2] qui a évolué au cours des dernières décennies avec l'essor des réseaux sociaux.

Dans cet environnement, les réseaux sociaux et leurs métriques fournissent un moyen émergent pour mesurer et représenter l'audience des médias[3]. Dans la majorité des cas, les analyses qui étudient le cadrage des contenus médiatiques ne tiennent pas compte de ces dynamiques de co-construction.

Ce graphique examine l'engagement du public avec différents posts Facebook contenant des articles de presse sur l'immigration et publiés sur les pages Facebook des journaux concernés en France, en Allemagne, et au Royaume-Uni. La variable d'analyse est la nationalité, supposée ou réelle, mentionnée dans l'article. L'analyse tient compte du sujet abordé dans l'article (comme la criminalité ou l'économie) afin de s'assurer que les mesures de sur- ou de sous-performance de l'engagement dépendent uniquement de la nationalité mentionnée.

Pour les trois pays, on observe ainsi que les posts contenant des hyperliens vers des articles qui mentionnent des nationalités d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient sont plus susceptibles de « surperformer ». En revanche, les messages contenant des hyperliens vers des articles mentionnant des nationalités d'Amérique centrale et du Sud, et d'Asie de l'Est et du Sud-Est ont tendance à « sous-performer ».

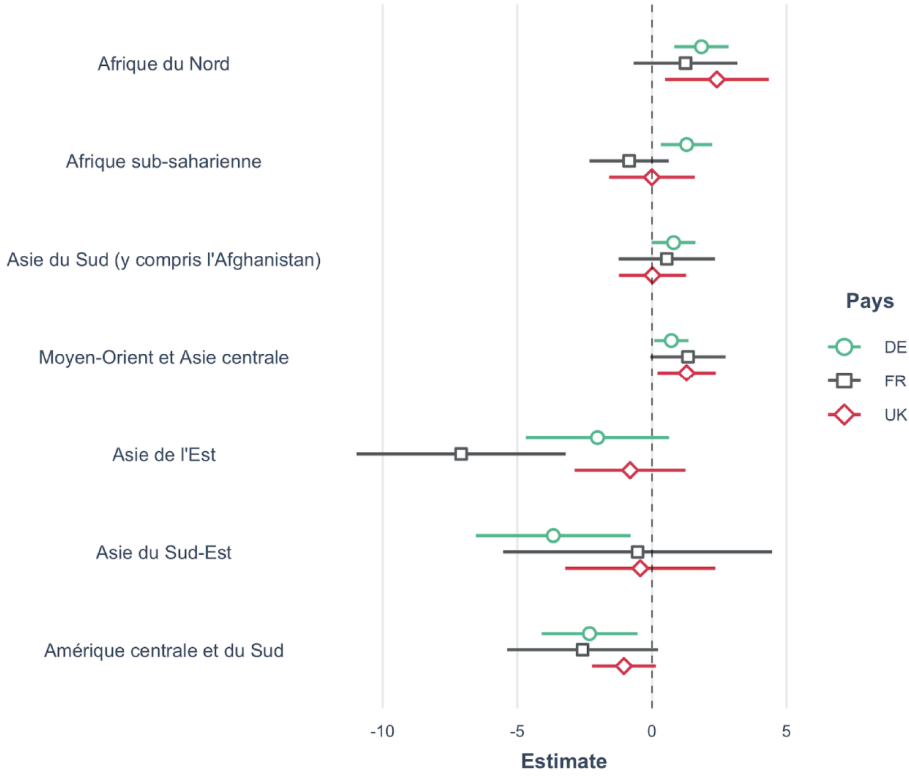
L'analyse montre que l'engagement de l'audience sur Facebook envers les articles de presse sur l'immigration varie en fonction de la mention ou non de la nationalité des personnes concernées et, le cas échéant, de la nationalité dont il s'agit. Dans un contexte où les choix éditoriaux peuvent être guidés par des préoccupations commerciales,

[1] Lind, F. & Meltzer C. E., 2021. « Now You See Me, Now You Don't : Applying Automated Content Analysis to Track Migrant Women's Salience in German News », *Feminist Media Studies*, vol. 21, n° 6, p. 923–940. DOI : 10.1080/14680777.2020.1713840.

[2] Chadwick, A., 2013. *The Hybrid Media System : Politics and Power*. Oxford University Press. DOI : 10.1093/acprof:oso/9780199759477.001.0001.

[3] McGregor, S. C., 2019. « Social media as public opinion : How journalists use social media to represent public opinion », *Journalism*, vol. 20, n° 8, p. 1070-1086. DOI : 10.1177/1464884919845458

Performance des posts Facebook selon les nationalités mentionnées dans les articles de presse partagés et portant sur l'immigration



Institut CONVERGENCES MIGRATIONS

Autrice : Katharina Tittel

on peut alors se demander si cet engagement plus élevé avec des posts mentionnant des nationalités d'Afrique et du Moyen-Orient n'incite pas les journaux à parler davantage de ces groupes. Cette question est particulièrement sensible dans la mesure où la manière dont les médias couvrent les questions de migration a un impact sur la représentation du phénomène dans l'opinion publique, et où les perceptions concernant la démographie des personnes immigrées sont liées aux préférences politiques des individus[4].

[4] Blinder, S., 2015. « Imagined Immigration : The Impact of Different Meanings of "Immigrants" Public Opinion and Policy Debates in Britain », Political Studies, vol. 63, n° 1, p. 80–100. DOI : 10.1111/1467-9248.12053 ;

Comment lire ce graphique

Ce graphique montre comment le nombre d'interactions sur Facebook (commentaires, likes, partages) avec des posts de journaux contenant un hyperlien vers un article de presse traitant d'immigration varie selon les nationalités mentionnées dans cet article. Les données ont été collectées à l'aide de l'outil Crowdtangle, en recherchant tous les posts contenant l'URL d'un ensemble d'articles de presse sur l'immigration provenant de 34 journaux sélectionnés en Allemagne, en France et au Royaume-Uni, de 2015 à 2019 (voir graphiques en fin d'article). Les chiffres obtenus correspondent aux posts publiés sur la page Facebook des journaux eux-mêmes (12 997 posts ayant suscité 9,46 millions d'interactions) et non sur une autre page du réseau social.

Les points colorés représentent des coefficients estimés du score de surperformance des posts, qui indiquent comment les interactions réelles se comparent aux interactions attendues par rapport aux posts similaires précédents de ces pages Facebook. Les lignes horizontales colorées (« barres d'erreur ») indiquent l'incertitude ou la variation du score de performance estimé, et donnent une idée générale de la distance entre la valeur rapportée et la valeur réelle, avec un niveau de confiance de 95%. Une barre d'erreur étendue indique que l'estimation est moins fiable, soit en raison d'un faible nombre d'articles mentionnant une certaine nationalité (notamment pour les nationalités asiatiques), soit du fait que les scores de surperformance réelle sont plus dispersés.

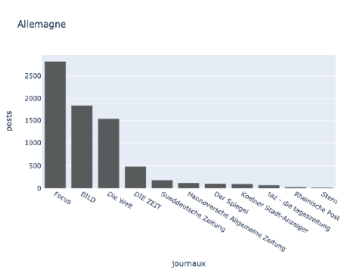
Les valeurs positives pour les points colorés représentent une surperformance et les valeurs négatives une sous-performance. Plus le point coloré est éloigné à droite de la ligne noire verticale, plus le score de surperformance des

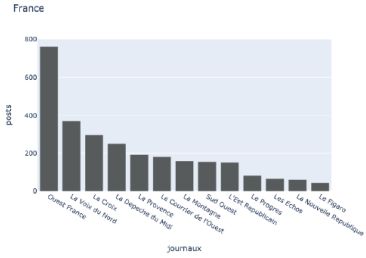
Herda, D., 2015. « Beyond innumeracy : heuristic decision-making and qualitative misperceptions about immigrants in Finland », *Ethnic and Racial Studies*, vol. 38, n° 9,, p. 1627–1645. DOI : doi.org/10.1080/01419870.2015.1005643.

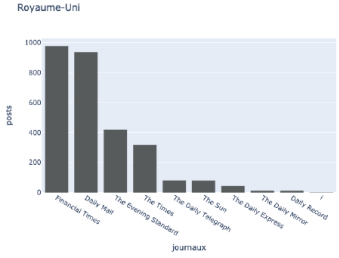
« LA MANIÈRE DONT LES MÉDIAS COUVRENT LES MIGRATIONS A UN IMPACT SUR LA REPRÉSENTATION DU PHÉNOMÈNE DANS L'OPINION PUBLIQUE. »

Katharina Tittel, sociologue

Nombre total de posts relayant des articles relatifs à l'immigration, analysés dans cette étude, par pays et par journal







Institut CONVERGENCES MIGRATIONS

Autrice : Katharina Tittel

posts contenant un article mentionnant cette nationalité spécifique est élevé, par rapport aux posts contenant des articles ne mentionnant aucune nationalité. Par exemple, un score de performance de 2 indique qu'un post a reçu deux fois plus d'interactions que prévu sur la base des performances d'autres posts du même groupe Facebook. Dans les trois pays, les posts Facebook contenant des hyperliens vers des articles mentionnant des migrants nord-africains reçoivent plus d'interactions que les posts contenant des articles sur l'immigration qui ne mentionnent aucune nationalité.

L'autrice

Katharina Tittel est doctorante en Sociologie à Sciences Po, médialab et Observatoire de Changement et titulaire d'une allocation doctorale de l'Institut Convergences Migrations.

EN IMAGES

LIBYE : QUAND DES HOMMES EN ASSERVISSENT D'AUTRES. AUX CONFINS DES ZONES GRISES AVEC LE PHOTOGRAPHE SAMUEL GRATACAP

CHAOS, ENFER… C'EST PAR CES FORMULES CHOC QUE LA LIBYE EST SOUVENT DÉCRITE DANS L'ESPACE MÉDIATIQUE. POUR CAUSE : LE PIRE S'Y DÉROULE EN MATIÈRE DE DROITS HUMAINS.

SAMUEL GRATACAP, PHOTOGRAPHE DOCUMENTAIRE, A INVESTIGUÉ ENTRE 2014 ET 2016 SUR LES MIGRANTS, SUR FOND DE GUERRE. IL EN A RAMENÉ UN TÉMOIGNAGE ÉCLAIRANT SUR LE CONTEXTE QUI CONDUIT À LA TRAITE HUMAINE.

PERIN EMEL YAVUZ, HISTORIENNE ET THÉORICIENNE DE L'ART

Perin Emel Yavuz, « Libye : quand des hommes en asservissent d'autres. Aux confins des zones grises avec le photographe Samuel Gratacap », in : Barbara Joannon, Audrey Lenoël, Hélène Thiollet & Perin Emel Yavuz (dir.), Dossier « Les migrations dans l'œil des médias : infox, influence et opinion », *De facto* [En ligne], 30 | Janvier 2022, mis en ligne le 31 janvier 2022. URL : https://www.icmigrations.cnrs.fr/2022/01/07/defacto-030–05/



Samuel Gratacap, *Les Naufragés* {extrait], 2014, photographie. Crédits : Samuel Gratacap.

Les visages marqués par la fatigue et la gravité, un groupe d'une quinzaine d'hommes originaires d'Afrique subsaharienne se tient face caméra. Pieds nus dans de simples sandales, certains sont enveloppés de couvertures, d'autres ont la tête couverte de capuches ou de foulards. C'est en décembre 2014 lorsque Samuel Gratacap, photographe documentaire, prend cette image dans le centre de détention pour migrants de Zaouia, en Libye, à une cinquantaine de kilomètres à l'Ouest de Tripoli. Entrer dans ce type de centre est un projet qui remonte à une première enquête qu'il effectue en Tunisie dans le camp de Choucha, à 7 km de la frontière avec la Libye, entre 2012 et 2014. Dans ce camp créé et géré par le HCR, il rencontre des travailleurs étrangers venus du Pakistan, du Bangladesh, d'Afrique de l'Ouest et de la Corne de l'Afrique qui fuient le conflit libyen. Parmi eux, beaucoup sont réinstallés dans un pays tiers ou renvoyés dans leur pays d'origine, mais quelques centaines, déboutés du droit d'asile, sont laissés sur place sans avenir en Tunisie

et avec pour seule alternative de retourner en Libye. Parallèlement à la fermeture du camp du HCR, Choucha devient une zone de passage vers la Libye pour ceux qui souhaitent y trouver du travail ou partir vers l'Italie. C'est cette enquête de terrain, restituée sous le titre *Empire*[1], qui conduit Samuel Gratacap en Libye à investiguer sur les migrants, sur fond de guerre, guidé par les témoignages recueillis en Tunisie.

[1] Voir sur le sit de Samuel Gratacap : https://samuelgratacap.com/empire

En tant que photographe indépendant, peu financé et muni seulement de son boîtier argentique, l'accès aux lieux de détention est difficile. Il faut trouver le bon contact, susciter la confiance, ce qui ne peut s'effectuer qu'en passant du temps sur le terrain pour entrer progressivement dans les arcanes d'un système d'oppression des migrants. Gratacap arpente ainsi Gargaresh, place de Tripoli où les travailleurs étrangers attendent des propositions d'embauches rarement payées. À mesure qu'il met en lumière la réalité vécue par les migrants, les portes s'ouvrent sur une noirceur de plus en plus profonde, celle de la traite d'êtres humains. Il réussit à entrer dans les ghettos, mis en place par les passeurs de mèche avec l'État, où l'on pratique la torture pour soutirer de l'argent aux migrants. Puis vient l'autorisation de visiter le centre de détention de Zaouia et celui de Sorman, un peu plus à l'Ouest. Samuel Gratacap dispose d'une heure. Lorsqu'il entre dans le camp de Zaouia, un mâton oblige la centaine de prisonniers à s'accroupir pour les besoins de l'image. Il s'y oppose et se rapproche d'eux. Ils se lèvent, se rassemblent autour de lui. Il les écoute avant de prendre les photographies car c'est par les témoignages que vient l'information. Ils lui disent tout : les conditions de vie inhumaines, les humiliations, les mauvais traitements, le vol des papiers et l'attente d'être vendus...

« QUAND ON N'EST PAS L'AUTEUR DES IMAGES, COMMENT SE DIRE : "CE QUE J'AI MONTRÉ, JE L'AI VÉRIFIÉ" ? »

Samuel Gratcap,
photographe documentaire

En 2014, il y a peu de témoignages sur la traite humaine en Libye. La publication de cette photographie et de la série qui l'accompagne, *Les Naufragés*, prend du temps. Elles paraissent dans *Le Monde Afrique*[2] du 31 mai 2015 après bien des vérifications de la rédaction sur la véracité des faits. Mais cette publication attire peu l'attention.

[2] Voir les reproductions sur le site dde Samuel Gratacap : https://samuelgratacap.com/le-monde

C'est plus tard, en 2017–2018, que le sujet de la traite bénéficie d'une puissante couverture médiatique fournie par des médias dotés d'une grande force de divulgation comme la BBC, Vice et CNN, mais avec des méthodes très éloignées de celles de Gratacap. « *Ils travaillent six mois sur quelque chose qu'ils essaient de prouver mais ils ne le font pas bien. C'est le degré d'empathie qui cloche. En 2017, par exemple, le reportage diffusé sur CNN*[3] *n'a pas été filmé par la journaliste, on ne sait pas qui sont les personnes dont on nous dit qu'elles sont vendues aux enchères, la traduction est mauvaise* », commente-t-il. Et d'ajouter : « *Quelle est la plus-value d'un tel travail ? Et comment peut-on en parler avec conviction ? Quand on n'est pas l'auteur des images, comment se dire : "ce que j'ai montré, je l'ai vérifié" ? Qu'est-ce qui nous dit que ce n'est pas organisé, que ce n'est pas une mise en scène des Libyens pour se faire un peu de sous ?* »

[3] Voir : https://www.infomigrants.net/fr/post/6102/libye--une-journaliste-americaine-reussit-a-filmer-une-vente-aux-encheres-de-migrants

Deux années d'enquête sur le terrain ont permis à Samuel Gratacap d'avoir une approche critique, loin de la recherche d'un coup médiatique. Les ventes aux enchères, auxquelles il n'a jamais assisté, sont un aspect d'un phénomène plus large qui se développe sur la redevabilité des personnes, mais pas toutes. Certaines passent en effet la Libye en un mois. Les choses dépendent beaucoup de leur origine, de leur situation économique et du réseau qu'elles empruntent. Par exemple, les réfugiés en provenance de la Corne de l'Afrique (Érythrée, Darfour, Somalie) qui paient cher des réseaux très organisés sont plus préservés des tortures et de la traite que les travailleurs, plus pauvres donc plus redevables, venus d'Afrique de l'Ouest. En prenant de la hauteur, c'est aussi la situation de la Libye qu'il faut regarder pour comprendre pourquoi des hommes en asservissent d'autres. Malgré sa nature tyrannique, le régime de Khadafi assurait une certaine stabilité politique et économique. Le chaos qui a suivi sa chute (guerre civile, invasion de Daesh, circulation des armes vers le Sahel….) a non seulement mis à terre l'État libyen sur les plans économique et institutionnel mais aussi offert un terrain de guerre aux grandes puissances internationales.

> **« SI JE NE ME POSE PAS LA QUESTION DE SAVOIR POURQUOI J'AI EU ACCÈS À CES LIEUX-LÀ, JE PASSE À CÔTÉ D'UNE INFORMATION. »**
>
> Samuel Gratacap,
> photographe documentaire

À ces facteurs s'ajoute enfin le rôle de l'Europe et sa politique d'externalisation des frontières, soutenue financièrement et dont bénéficie la Libye à partir de 2017[4], pour expliquer comment se met en place la marchandisation de vies humaines. S'il doit l'accès aux centres de détention à son abnégation, Samuel Gratacap n'est pas dupe sur le rôle qui lui est conféré par les autorités libyennes : « *Si je ne me pose pas la question de savoir pourquoi j'ai eu accès à ces lieux-là, je passe à côté d'une information.* » Répondre à cette question, c'est comprendre l'intérêt pour les autorités de laisser voir ce qu'il s'y passe. Tout est mis en scène jusqu'au discours aux tonalités humanistes que lui tient le directeur du centre de Zaouia sur les conditions de vie des prisonniers. « *C'est un exercice de communication adressé à l'Europe : montrer que l'État libyen met en œuvre une politique anti-immigration, et demander plus de moyens* », conclue-t-il.

Dans son approche, Samuel Gratacap aborde la Libye non pas comme un sujet d'actualité mais davantage comme un sujet de fond. Il essaie de mettre en lumière les zones grises où se jouent des problématiques structurelles non résolues (les frontières, les circulations, les droits humains, l'Europe...). C'est la raison pour laquelle il cherche à donner plusieurs vies à ses images de la publication dans la presse à l'édition et à l'exposition, de l'image fixe au film. La série des *Naufragés* a ainsi donné lieu à une exposition à l'Institut du monde arabe en 2015 à Paris. Elle a aussi fait partie d'une exposition rétrospective de l'ensemble de son investigation en Libye, *Fifty-Fifty,* aux Rencontres d'Arles en 2017, assortie d'un catalogue[2]. Créer un espace de découverte des images, de l'histoire qu'elles recèlent et du discours que le photographe porte à travers elles, fait partie d'un regard qui se veut avant tout témoin d'un pays dont l'histoire et l'iconographie sont traversées par la violence.

[4] Le plan UE-Libye, en œuvre depuis janvier 2017, élargit la coopération bilatérale entre la Libye et l'Italie à l'Union européenne à travers le « Cadre de partenariat pour les migrations ». Il comporte une aide financière de 136 millions d'euros et vise à casser les réseaux de passeurs. Il se résume cependant à sous-traiter les politiques d'asile et d'immigration à un pays tiers en dépit du droit international. Pour en savoir plus, voir Coll., 2017. « La politique d'immigration de l'UE : externaliser les frontières ? », *Toute l'Europe*, 26 Nov. URL : https://www.touteleurope.eu/l-ue-dans-le-monde/la-politique-d-immigration-de-l-ue-externaliser-la-crise/

L'autrice

Perin Emel Yavuz est responsable de l'animation scientifique et de la communication de l'Institut Convergences Migrations. Elle est la coordinatrice éditoriale de la revue *De facto*. Elle est également présidente de l'association Désinfox-Migrations et co-animatrice du groupe de recherche sur les arts visuels au Maghreb et au Moyen-Orient (ARVIMM).

Pour aller plus loin

Site de Samuel Gratacap : https://samuelgratacap.com

FOCUS

COMPRENDRE NOS POLITIQUES MIGRATOIRES GRÂCE AUX RÉCITS MÉDIATIQUES : LE PROJET BRIDGES

LA MANIÈRE DONT LES MÉDIAS METTENT EN RÉCIT LE FAIT MIGRATOIRE A UN IMPACT NON SEULEMENT SUR LA SOCIÉTÉ MAIS AUSSI SUR LES POLITIQUES PUBLIQUES. LE PROJET BRIDGES, FINANCÉ PAR LA COMMISSION EUROPÉENNE, MET EN LUMIÈRE CES INTERACTIONS.

MARIE MONCADA, POLITISTE

Marie Moncada, « Comment comprendre nos politiques grâce aux récits ? », in : Barbara Joannon, Audrey Lenoël, Hélène Thiollet & Perin Emel Yavuz (dir.), Dossier « Les migrations dans l'œil des médias : infox, influence et opinion », *De facto* [En ligne], 30 | Janvier 2022, mis en ligne le 31 janvier 2022. URL : https://www.icmigrations.cnrs.fr/2022/01/22/defacto-030–06/

BRIDGES

Assessing the production and impact of migration narratives

Le récit est une histoire qui articule dans le temps une intrigue, des personnages archétypaux (héros, gentils, méchants, experts…) et une morale finale. En science politique, l'intrigue s'apparente au problème et la morale aux solutions. Dans les récits, les relations causales entre actions et entre personnages sont montrées, mais non démontrées. Leur fonction première est ainsi de faciliter la prise de décision : « [d]ans des conditions d'incertitude, les récits de politique publique rendent ainsi les problèmes sociaux compréhensibles et accessibles à l'action humaine. [….] ils suggèrent une série d'actions plutôt que d'autres, en établissant un lien entre le présent et le futur ».[1]

C'est sur cette observation que le projet BRIDGES, qui réunit une quarantaine de chercheurs issus de douze institutions européennes, entend explorer la manière dont les récits migratoires sont produits et dans quelle mesure ils contribuent à la politisation et à la polarisation de la société européenne. Cette recherche comparative porte sur six pays : la France, l'Allemagne, la Hongrie, l'Italie, l'Espagne et la Grande-Bretagne. Constituée de Virginie Guiraudon, Hélène Thiollet et moi-même, notre équipe est impliquée dans l'analyse des contenus médiatiques et des politiques françaises et européennes.[2]

La triple ambition de BRIDGES

L'intitulé du projet — BRIDGES ou « pont » — reflète l'ambition de combler les fossés entre disciplines (science politique, études sur les

[1] Radaelli, C., 2000. « Logiques de pouvoir et récits dans les politiques publiques de l'Union européenne », *Revue française de science politique*, vol. 50, n° 2, p. 255–275

[2] Cela correspond aux *work packages* 3, 7 et 8 décrits sur le site internet du projet : https://www.bridges-migration.eu/

médias, sociologie, histoire, psychologie sociale, etc.), d'une part, et entre la recherche et la pratique, d'autre part. BRIDGES opère à trois niveaux.

Du point de vue scientifique, tout d'abord, BRIDGES analyse les processus de production des récits migratoires, leur impact et leurs interactions mutuelles à travers quatre questions :

- Pourquoi certains récits deviennent-ils dominants par rapport à d'autres ?
- Comment ces récits façonnent-ils les attitudes individuelles en Europe et dans les pays d'origine et de transit ?
- Comment ces récits influencent-ils les politiques publiques aux niveaux national et européen ?
- Comment les individus et les décideurs politiques deviennent-ils à leur tour des producteurs de récits (shaped shapers) et s'influencent-ils mutuellement ?

Au niveau politique, ensuite, BRIDGES souhaite contribuer à la formulation de politiques fondées sur des faits scientifiquement établis (evidence-based policies). Le projet va ainsi produire une typologie des stratégies gouvernementales pour proposer des récits alternatifs et des politiques plus inclusives.

Au niveau social, enfin, l'objectif de BRIDGES est de créer des espaces de dialogue entre acteurs sociaux et scientifiques dans la production de récits migratoires. En ce sens, BRIDGES encouragera des échanges de bonnes pratiques entre chercheurs, décideurs politiques, communautés artistiques, journalistes, organisations de la société civile et communautés de migrants sur la manière de construire des récits favorisant l'intégration des migrants. Une exposition itinérante de photojournalisme et deux concours de hip-hop seront également mis en place pour réfléchir aux défis de nos sociétés de plus en plus diverses.

Étudier les producteurs de récits sur les migrations

Depuis octobre 2021, l'équipe française explore la manière dont les récits émergent, dont les acteurs politiques et médiatiques deviennent des producteurs de récits, et de quelle façon ils s'influencent mutuellement.

Dans ce cadre, j'analyse le contenu médiatique des récits migratoires dans la presse écrite, la presse audiovisuelle et les réseaux sociaux.

L'analyse est à la fois qualitative et quantitative : elle mobilise l'analyse de discours, l'analyse documentaire, les entretiens et les statistiques descriptives.

Trois pics médiatiques sont pour le moment ciblés par notre équipe : les traversées illégales de l'Eurotunnel (août 2015), le burkini (septembre 2016) et l'attentat de la basilique Notre-Dame à Nice (octobre 2020).

Concernant la presse française, l'attentat de Nice, révèle deux résultats provisoires. Il semble montrer, tout d'abord, que *Le Figaro* contribue fortement au double amalgame « immigration/terrorisme »[3] et « musulmans/terrorisme »[4]. Cette observation ne se vérifie pas pour *Le Monde*, *Nice-Matin* et *La Croix*. Par ailleurs, du point de vue du genre, les journalistes hommes font preuve d'une plus grande émotivité que leurs homologues féminins — notamment au Figaro. L'émotion masculine se traduit généralement par la colère et l'impatience[5] tandis que l'émotion féminine (rare) est davantage synonyme d'empathie, de tristesse et de sympathie à l'égard de l'interviewé[6]. De même, les journalistes femmes sont plus couramment utilisées pour les entretiens (d'hommes), mais n'ont jamais leur place dans les articles d'opinion.

« DU POINT DE VUE DU GENRE, LES JOURNALISTES HOMMES FONT PREUVE D'UNE PLUS GRANDE ÉMOTIVITÉ QUE LEURS HOMOLOGUES FÉMININS — NOTAMMENT AU FIGARO. »

Marie Moncada, politiste

La presse et les journaux télévisés de *TF1* et *France 2* montrent également que les drames de l'Eurotunnel mobilisent peu, voire pas, d'émotions en comparaison à l'attentat de Nice. Ils révèlent aussi que les discours « anti-immigration » et « anti-musulmans » du Figaro sont incomparables avec ceux des autres médias (*Le Monde*, *La Croix*, *Nice-Matin*, *La Voix du Nord*, *TF1* et *France 2*).

L'analyse de la construction médiatique de ces récits amènera ensuite l'équipe française à travailler sur leurs liens aux politiques publiques françaises et européennes. L'enjeu n'est pas des moindres : il s'agit non seulement de comprendre les interactions entre ces doubles récits, médiatique et politique, mais aussi, et surtout, l'influence qu'exercent les récits médiatiques sur les politiques publiques.

[3] Voir par ex. https://www.lefigaro.fr/politique/immigration-un-discours-confronte-a-la-dure-realite-des-chiffres-20201105.

[4] Voir par ex. https://www.fondapol.org/dans-les-medias/lhygienisme-refuge-dune-politique-comateuse/.

[5] Voir par ex. https://www.lefigaro.fr/politique/l-executif-amorce-sa-reflexion-sur-l-immigration-a-pas-comptes-20201030.

[6] Voir par ex. https://www.lemonde.fr/societe/article/2020/11/02/attentat-de-nice-sous-le-choc-saint-etienne-de-tinee-pleure-l-enfant-du-pays-vincent-loques-6058142-3224.html.

L'autrice

Marie Moncada (Sciences Po, Centre d'études européennes [CEE], CNRS) est postdoctorante sur le projet BRIDGES. Elle a rédigé une thèse sur l'accès aux soins des sans-papiers en France et aux États-Unis. Elle est *fellow* de l'Institut Convergences Migrations.

Pour aller plus loin

Güell, B. & Parella, S., 2021 (25 mars). « Guidelines on how to include the gender perspective in the analysis of migration narratives », *BRIDGES* [en ligne]. DOI : 10.5281/zenodo.5040804.

Garcés-Mascareñas B., 2121 (3 décembre)« Conceptualising migration narratives », BRIDGES [en ligne]. URL : https://www.bridges-migration.eu/publications/conceptualising-migration-narratives/

Boswell, C., Smellie, S., Maneri, M., Pogliano, A., Garcés-Mascareñas, B., Benet-Martínez, V. & Güell, B. 2021 (24 novembre). « The emergence, uses and impacts of narratives on migration », *BRIDGES* [en ligne]. DOI : 10.5281/zenodo.5720313.

Comte, E., 2021 (16 novembre), « Historical analysis on the evolution of migration and integration narratives », *BRIDGES* [en ligne]. DOI : 10.5281/zenodo.5704751.

30